

17

AKTUELLES AUS DEN INSTITUTIONEN

10. Jahrgang
22. April 2026

Inhaltsverzeichnis

NEUES AUS DEN PARLAMENTEN	3
PARLAMENT DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT	3
ABGEORDNETENKAMMER.....	3
SENAT	4
PARLEMENT DE WALLONIE.....	4
VLAAMS PARLEMENT	5
PARLEMENT DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES.....	5
PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (PRB).....	6
NEUES AUS DEN REGIERUNGEN	7
FÖDERALREGIERUNG	7
BELGISCHE NATIONALBANK	9
GOUVERNEMENT DE WALLONIE	9
BELGISCHES STAATSBLETT.....	11
QUELLENVERZEICHNIS	18

Neues aus den Parlamenten



Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Neuigkeiten

Regierungskontrolle im April 2026



Fragen und Interpellationen: vom 13. bis zum 16. April 2026 im Plenarsaal und im Livestream. Zwei Werkstage später ab 12.00 Uhr auch im BRF-TV!
... [weiter lesen](#)

Bildungsausschuss

Austausch mit den Vertretern der Schülerräte



Am Donnerstag, 2. April 2026 trafen sich die Schülervertreter der Sekundarschulen der Deutschsprachigen Gemeinschaft zu einem gemeinsamen Austausch im Parlament. ... [weiter lesen](#)

AKTUELLE TERMINE

Plenarsitzung:

Montag, 27.04.2026

[Tagesordnung](#)

Ausschusssitzungen:

Montag, 27.04.2026

Gemeinsame Sitzung aller Ausschüsse

[Tagesordnung](#)

Dienstag, 28.04.2026

Ausschuss II für Kultur, Erwachsenenbildung, Tourismus, Denkmal- und Landschaftsschutz

[Tagesordnung](#)

Mittwoch, 29.04.2026

Ausschuss IV für Gesundheit, Soziales, Familie und Wohnungswesen

[Tagesordnung](#)

Donnerstag, 30.04.2026

Ausschuss III für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung

[Tagesordnung](#)



**DE KAMER BE
LA CHAMBRE BE**

Abgeordnetenversammlung

ORDRE DU JOUR DES SÉANCES PLÉNIÈRES

Semaine du 20 au 24 avril 2026

Jeudi, 23/04/2026

Rapport de la commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur d'éventuels dysfonctionnements dans le déroulement de l'enquête pénale baptisée "Opération Calice", n° [56K0228/5](#).

Questions orales

Projet de loi et propositions

1. Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en oeuvre d'une interdiction d'entrée à vie, n°s [56K1377/1](#) à 5.
2. Proposition de résolution relative à la création d'un portail unique pour l'enregistrement centralisé et uniforme des plaintes contre la police et leur suivi, n°s [56K0956/1](#) à 4.
3. Proposition de loi modifiant la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police, en ce qui concerne la promotion au grade de commissaire divisionnaire de police, n°s [56K1240/1](#) à 4.

Interpellations

1. - Interpellation de Mme Natalie Eggermont (PVDA-PTB) au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté sur "la hausse des prix des médicaments susceptibles de sauver la vie en cas de maladie infectieuse", n° [56K0255](#).
- Interpellation de Mme Caroline Désir (PS) au ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté sur "l'augmentation du prix des médicaments contre le VIH et la tuberculose", n° [56K0257](#).

Prises en considération

(Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi visant à transposer la directive (UE) 2019/1937 du Parlement européen et du Con-

seil du 23 octobre 2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union, en ce qui concerne la Cour des comptes, n° [56K1471](#)/1.

2. Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle afin de mettre en place le système des opinions individuelles, n° [56K1484](#)/1.

3. Proposition de loi visant à supprimer la taxe sur l'embarquement dans un aéronef, n° [56K1485](#)/1.

4. Proposition de loi modifiant l'article 64 du nouveau Code pénal du 29 février 2024 en vue de supprimer la possibilité d'ordonner la suspension du prononcé de la condamnation pour les infractions portant atteinte à l'intégrité sexuelle, au droit à l'autodétermination sexuelle et aux bonnes moeurs, n° [56K1487](#)/1.

Votes nominatifs

1. sur la motion déposée en conclusion de l'interpellation de Mme Barbara Pas (VB) au premier ministre sur "le contact avec le gouvernement bruxellois à propos du non-respect de la législation linguistique" (n° [225](#)).

2. sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de Mme Marijke Dillen (VB) à la ministre de la Justice, chargée de la Mer du Nord sur "la lettre ouverte des magistrats à la population" (n° [245](#)).

3. sur le projet de loi et les propositions terminés.

Dokument Nr. [56K1484](#)

15.04.2026

Proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle afin de mettre en place le système des opinions individuelles.

Dokument Nr. [56K1481](#)

03.04.2026

Projet de loi spéciale modifiant la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Dokument Nr. [56K1480](#)

03.04.2026

Projet de révision de l'article 195 de la Constitution.



Senat

Réunions de la semaine 20/4/2026 - 26/4/2026

21/4/2026

Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

Échange de vues avec le premier ministre :

1. Le Conseil européen des 19 et 20 mars 2026 – Débriefing.

2. La réunion informelle des chefs d'État ou de gouvernement des 23 et 24 avril 2026 – Briefing.



Parlement de Wallonie

SEANCE PLENIERE: 22/04/2026

1 – PRISES EN CONSIDÉRATION

2 – PÉTITIONS

1. Pétition demandant l'interdiction progressive des pesticides de synthèse en Wallonie en vue de protéger la santé humaine et en particulier celle des enfants (Doc. [477](#) (2025-2026) N° 1)

2. Pétition relative aux TEC et à une demande de débat avec auditions sur les conséquences de la réforme des lignes et horaires de bus suite à la mise en service du tram le 28 avril 2025 (Doc. [478](#) (2025-2026) N° 1)

3 – PROJETS DE MOTION

1. Projets de motion déposés en conclusion des interpellations de M. Lefèbvre à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur la nécessaire remise en ordre des équipements électriques de la Wallonie et de M. Hazée à M. Desquesnes, Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux, sur l'état des installations électriques de la Wallonie par MM. Lefèbvre et Crampont (Doc. [537](#) (2025-2026) N° 1), par M. Hazée (Doc. [538](#) (2025-2026) N° 1), par M. Li-radelfo (Doc. [539](#) (2025-2026) N° 1) et par M. J.-P. Bastin et Mme Cassart-Mailleux (Doc. [540](#) (2025-2026) N° 1)

2. Projets de motion déposés en conclusion de l'interpellation de M. Hazée à M. Jeholet, Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de l'Emploi, de la Formation, de la Recherche et du Numérique, sur le recrutement d'un ou d'une membre du comité de direction de Wallonie Entreprendre par M. Hazée (Doc. [541](#) (2025-2026) N° 1) et par M. Maillen (Doc. [542](#) (2025-2026) N° 1 et 1bis)

Question écrite N° [1111](#) (2025-2026) 1 du 19/03/2026

L'entretien des voiries régionales en Communauté germanophone

de SPIES Patrick
à DESQUESNES François, Ministre du Territoire,
des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs
locaux

Je souhaite obtenir des précisions sur les investissements réalisés par la Région wallonne pour l'entretien du réseau routier régional en Communauté germanophone au cours des cinq dernières années.

M. le Ministre pourrait-il indiquer les montants annuels consacrés à la maintenance, à la rénovation et au renouvellement des routes, ainsi que le budget prévu pour l'année 2026 ?

Quels sont les travaux prévus pour cette année sur le réseau régional en Communauté germanophone ?

Par ailleurs, pourrait-il préciser combien de ponts ou ouvrages d'art sont actuellement entretenus par la Région wallonne en Communauté germanophone et quels montants ont été et sont prévus pour leur maintenance et leurs subventions ?

Réponse du 16/04/2026
de DESQUESNES François

L'administration m'indique que, pour 2026, les marchés d'investissement suivants pourront être lancés sur ce territoire :

- N68 à Eupen : aménagement de la traversée de Kettenis ;
- L45a à Bullange : réhabilitation du pont de Hunninger Mühle (SOFICO) ;
- A3 à Raeren : réhabilitation du pont S74 (SOFICO) ;
- A3 à Lontzen : réhabilitation de la buse Armco (SOFICO).

Le montant total de ces investissements est budgété à hauteur de 5 080 000 euros.

S'agissant de l'entretien pour 2026, l'administration m'indique que les marchés suivants pourront être lancés sur ce territoire :

- N675 du point métrique 6.700 au point métrique 8.500 ;
- N632 du point métrique 16.400 au point métrique 23.400.

Le montant total de ces travaux d'entretien est budgété à hauteur de 1 045 239,02 euros.

En outre, la direction territoriale de Verviers veille aux interventions courantes sur l'ensemble de son

territoire, qui comprend la Communauté germanophone.



Vlaams Parlement

Dokument Nr. [801](#) (2025-2026) nr. 1 16.04.2026

Ontwerp van decreet tot wijziging van diverse decreten, wat betreft de tweede algemene implementatie van het Kaderdecreet Vlaamse Handhaving van 14 juli 2023



**Parlement de la Fédération
Wallonie-Bruxelles**

Dokument Nr. [245](#) (2025-2026) 15.04.2026

Proposition de résolution visant à renforcer la prévention et la protection des jeunes face aux idéologies masculinistes

Prix

**Prix pour la promotion du sport féminin :
la Belgian Bright Football League mise à
l'honneur**

2026-04-15

Mercredi 15 avril 2026

Ce mercredi 15 avril, avant les votes en séance plénière, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a remis le Prix pour la promotion du sport féminin.

La lauréate 2026 est la Belgian Bright Football League, une ligue de football féminin active à Bruxelles, en province de Liège et en Brabant wallon. ... [lire plus](#)

Concours

Concours des écoles : une 15e édition qui invite à réfléchir au numérique

2026-04-15

Une approche originale et engagée

Le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a récemment clôturé la 15e édition de son traditionnel concours des écoles. Destiné aux élèves de l'enseignement secondaire, ce concours invite chaque année les jeunes à se pencher sur une thématique de société à travers des formats variés. ... [lire plus](#)

Colloque**Réf-Lex #18 : la démocratie comme autogouvernement au cœur des échanges au Parlement**

2026-04-14

Chloé Santoro

Ce mardi 14 avril, l'hémicycle du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a accueilli la 18^e rencontre du cycle Réf-Lex, organisé conjointement avec le Collège Belgique. Ces sessions organisées sur le temps de midi visent à offrir un espace de réflexion et d'échange autour des grands enjeux démocratiques, sociaux et civiques. ... [lire plus](#)

**Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale (PRB)****Dokument Nr. Fiche [A-262](#)/1-25/26****25.02.2026**

Proposition de résolution visant le bilinguisme manifeste de tous les membres du Gouvernement bruxellois.

Neues aus den Regierungen



Mitteilung vom 21.04.2026

Adjudication OLO du 27 avril 2026

Communiqué de presse de l'Agence fédérale de la Dette

L'Agence fédérale de la Dette communique que les 3 lignes d'OLO suivantes seront adjudgées le lundi 27 avril 2026 :

1.
Dénomination : OLO 2.85% 22/10/2034
Code ISIN : BE0000360694
Numéro OLO : OLO 100
Encours : EUR 19 046 000 000.00

2.
Dénomination : OLO 3.10% 22/06/2035
Code ISIN : BE0000363722
Numéro OLO : OLO 103
Encours : EUR 13 535 000 000.00

3.
Dénomination : OLO 4.35% 22/06/2056
Code ISIN : BE0000367764
Numéro OLO : OLO 107
Encours : EUR 6 000 000 000.00

La date de paiement est fixée au 29 avril 2026. Le vendredi 24 avril dans la matinée, l'Agence fédérale de la Dette annoncera la fourchette du montant à adjuger.

Inauguration du nouveau complexe des Archives de l'État à Eupen

Ce mardi 21 avril 2026, le nouveau complexe des Archives de l'État à Eupen a officiellement été inauguré en présence notamment de Vanessa Matz, ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'Etat, du Numérique et de la Politique scientifique, et d'Oliver Paasch, ministre-président de la Communauté germanophone. Les travaux de restauration et d'agrandissement ont duré environ deux ans et demi, et se sont achevés en été 2025. En novembre 2025, l'installation de compactus est venue finaliser le projet et permettre aux Archives d'emménager. Ce projet représente un coût d'environ 8,8 millions d'euros et a bénéficié du soutien financier des joueurs de la Loterie Nationale et d'un subside de l'Union européenne dans le cadre du plan REPowerEU.

Mitteilung vom 20.04.2026

Les nouveaux satellites de l'ESA testent l'avenir de la navigation. L'IGN veille à la précision de leurs données.

Le secteur spatial européen franchit une étape importante pour garantir une navigation par satellite précise à l'avenir. Le 28 mars, l'Agence spatiale européenne (ESA) a lancé deux satellites depuis la Nouvelle-Zélande afin de tester une nouvelle technologie de navigation. Ces systèmes sont essentiels pour le positionnement, la navigation et la synchronisation temporelle (PNT). Pour garantir leur précision, des mesures terrestres précises sont indispensables. L'Institut géographique national (IGN) souligne donc l'importance de continuer à investir dans la géodésie afin de garantir la fiabilité de ces systèmes.

Retour sur une année diplomatique 2025 passionnante

Le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement publie son rapport annuel 2025. Le rapport complet est disponible sur notre site web.

Violence basée sur le genre : un nouveau rapport pour comprendre ses dynamiques et ses conséquences

L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes publie aujourd'hui un nouveau rapport consacré aux violences basées sur le genre. L'étude met en lumière des réalités encore peu étudiées telles que la revictimisation, les conséquences des violences sur les victimes ou encore le non-recours aux services d'aide et à la police.

Semaine européenne de la vaccination : les notifications d'effets indésirables après la vaccination chez les adultes restent peu nombreuses

La Semaine européenne de la vaccination se déroulera du 19 au 25 avril 2026. Dans ce contexte, l'AFMPS a analysé les notifications d'effets indésirables après la vaccination chez les adultes. Conclusion : le nombre de notifications d'effets indésirables reste faible. Les effets indésirables notifiés sont conformes au profil de sécurité connu des vaccins et confirment que les avantages l'emportent sur les risques.

Mitteilung vom 17.04.2026

Conseil des ministres du 17 avril 2026

Le Conseil des ministres a eu lieu selon la procédure électronique le vendredi 17 avril 2026, sous la présidence du Premier ministre Bart De Wever.

Le Conseil des ministres a pris les décisions suivantes :

Dispositions diverses relatives à la Sûreté de l'État

Sur proposition de la ministre de la Justice Anne-lies Verlinden, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal modifiant diverses dispositions relatives à la Sûreté de l'État.

Marchés publics pour la Défense

Sur proposition du ministre de la Défense Theo Francken, le Conseil des ministres a marqué son accord sur la passation de deux marchés publics en faveur de la Défense.

Modifications relatives aux exigences minimales de formation pour les vétérinaires

Sur proposition du ministre de l'Agriculture David Clarinval, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal visant à mettre en œuvre la directive déléguée 2025/1223 (UE) du 10 avril 2025 modifiant la directive 2005/36/CE concernant les exigences minimales de formation pour la profession de vétérinaire.

Adaptation des groupes de patients suite à la révision de la nomenclature relative à la circoncision

Sur proposition du ministre des Affaires sociales Frank Vandenbroucke, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal adaptant la définition de certains groupes de patients suite à la révision de la nomenclature relative à la circoncision.

Montants pour 2026 des fonds destinés au financement des tarifs sociaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel

Sur proposition du ministre de l'Énergie Mathieu Bihet, le Conseil des ministres a approuvé un projet d'arrêté royal déterminant les montants pour 2026 des fonds destinés au financement du coût réel résultant de l'application de prix maximaux pour la fourniture d'électricité et de gaz naturel aux clients protégés résidentiels.

Modification du Code consulaire

Sur proposition du ministre des Affaires étrangères Maxime Prévot, le Conseil des ministres a approuvé un avant-projet de loi modifiant le Code consulaire.

Assentiment à divers accords

Le Conseil des ministres a approuvé deux avant-projets de loi portant assentiment à divers accords.

Cinquième demande de paiement partielle pour le Plan national pour la reprise et la résilience

Sur proposition du ministre du Budget Vincent Van Peteghem, le Conseil des ministres a approuvé la

contribution fédérale à la cinquième demande de paiement partielle des subsides et des prêts FRR.

Mitteilung vom 16.04.2026

Conférence 19 mai – Comment financer la biodiversité ?

Le Conseil Fédéral du Développement Durable organisera une conférence sur le financement de la biodiversité le mardi 19 mai à Bruxelles, intitulée « A Credit to Nature : a Matter of Interest ».

Mitteilung vom 15.04.2026

NEED lève le voile sur les besoins non rencontrés des patients atteints de troubles psychotiques

Caractérisés par des symptômes tels que des hallucinations, des idées délirantes ou des facultés de réflexion altérées, les troubles psychotiques peuvent avoir un profond impact sur de très nombreuses facettes de la vie, des relations avec les proches à l'activité professionnelle en passant par les études, la participation sociale ou les activités de la vie quotidienne. Dans le cadre de son programme de recherche NEED, le Centre Fédéral d'Expertise des Soins de Santé (KCE) s'est penché sur ce groupe de pathologies avec l'aide d'une équipe de la KU Leuven, afin de mieux comprendre ce qui pourrait vraiment changer la donne pour les patients. Dans ses recommandations, le KCE insiste notamment sur le renforcement de programmes de détection et d'intervention précoces, avec une attention particulière à la qualité du parcours diagnostique. La prise en charge aussi reste améliorable, que ce soit au niveau des traitements proprement dits (et de leur accessibilité), de l'accompagnement après une hospitalisation psychiatrique ou, de façon plus générale, de la communication avec les patients. Sur le plan social, on retiendra surtout l'importance des mesures pour favoriser la poursuite ou la reprise du travail ou des études, le soutien aux proches et la sensibilisation.

Dons de sperme : l'AFMPS engage une réforme en profondeur pour mieux protéger les familles et les enfants

L'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) met en œuvre un plan de reprise afin de renforcer durablement le contrôle des soins de fertilité en Belgique. Ce plan fait suite à une crise grave révélée en 2025 et vise avant tout à mieux protéger les familles et les enfants issus d'un don, tout en restaurant la confiance du public dans un secteur particulièrement sensible.



Belgische Nationalbank

Die BNB veröffentlicht ihre erste Schätzung des Jahresabschlusses für 2025

20 Apr 2026 - 11:00

Im Jahr 2025 verzeichnete die belgische Wirtschaft ein moderates Wachstum. Das BIP stieg um 1,0 %, die Inlandsnachfrage um 1,3 % und die Beschäftigung nahm leicht zu, wobei über das gesamte Jahr hinweg 18 700 neue Arbeitsplätze geschaffen wurden. ... [weiter lesen](#)

Le déficit budgétaire s'est encore creusé en 2025

20 avr 2026 - 11:00

- En 2025, le déficit public a augmenté pour atteindre 5,2 % du PIB, contre 4,4 % en 2024, principalement en raison de la baisse du ratio des recettes. Le taux d'endettement a également poursuivi sa hausse, s'établissant à 107,9 % du PIB contre 103,9 % en 2024.
- L'augmentation des dépenses de défense n'exerce pas encore d'incidence significative sur le solde, car les flux concernés sont en grande partie des avances.
- Un an avant l'échéance prévue, 62 % des dépenses planifiées dans le cadre du plan pour la reprise et la résilience (PRR) de la Belgique ont été réalisées.

L'Institut des comptes nationaux (ICN) publie, ce 20 avril 2026, les tableaux préparés en vue de la notification du déficit public et de la dette publique à la Commission européenne dans le cadre de la procédure concernant les déficits excessifs (PDE). Cette notification a lieu deux fois par an, en avril et en octobre. ... [lire plus](#)

Die Belgische Nationalbank veröffentlicht ihren Unternehmensbericht 2025

16 Apr 2026 - 15:00

Mehr denn je ist die BNB entschlossen, ihre Aufgaben vollständig zu erfüllen und sich als eine Säule der Stabilität und des Vertrauens im Dienste der Gesellschaft zu positionieren. ... [weiter lesen](#)

Le commerce extérieur belge de biens continue de se replier

15 avr 2026 - 11:00

- Tant les importations que les exportations de biens ont diminué, mais le déclin est plus prononcé pour les premières.
- Le commerce extérieur est principalement pénalisé par le pétrole et le gaz naturel. Le négoce d'or et de platine a quant à lui progressé.
- Les importations de produits TIC depuis la Chine ont lourdement chuté.

La croissance moyenne des importations et des exportations belges en valeur au cours des trois derniers mois disponibles (de décembre 2025 à février 2026 inclus) est ressortie, respectivement, à -6,7 % et à -2,3 %. Ces chiffres confirment la contraction du commerce extérieur amorcée en 2023, laquelle s'accélère en outre pour les importations. Il faut remonter à la période de mars à mai 2024 pour retrouver une baisse en pourcentage plus marquée de la moyenne trimestrielle des importations. ... [lire plus](#)



Gouvernement de Wallonie

Mitteilung vom 21.04.2026

Le Gouvernement wallon approuve le contrat de service public révisé de LETEC : un service fiable, efficient et décarboné

Le Gouvernement wallon a approuvé une proposition de révision du contrat de service public liant la Wallonie à l'Opérateur de Transport de Wallonie, OTW (LETEC). Cette proposition de révision marque une étape importante pour confirmer la place du client au centre de la stratégie de LETEC, améliorer l'efficacité du service public de transport et traduire concrètement les ambitions wallonnes en matière de report modal et de décarbonation. La proposition de contrat de service public révisé doit encore être approuvée par le Conseil d'administration de LETEC (mai) avant sa signature officielle. ... [lire plus](#)

Mitteilung vom 17.04.2026

Ajustement budgétaire 2026 : Une trajectoire confirmée et des adaptations équilibrées

Le budget wallon 2026 s'était pleinement inscrit dans la trajectoire d'assainissement voulue dans l'accord de Gouvernement 2024-2029. Pour ce travail d'ajustement, le Gouvernement wallon garde le cap en se laissant la marge pour le renforcement ponctuel de certaines politiques. ... [lire plus](#)

Stratégie commune Wallonie – Fédération Wallonie-Bruxelles 2025-2029 : renforcer la protection des personnes LGBTQIA+

Le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles adoptent une stratégie commune 2025-2029 pour renforcer la protection des personnes LGBTQIA+. Structurée en 7 axes et 18 objectifs, elle vise à prévenir les discriminations et les violences, et à garantir l'effectivité des droits tout au long du parcours de vie. ... [lire plus](#)

Mitteilung vom 16.04.2026

Pesticides contenant des PFAS : la Wallonie se prononce pour une interdiction progressive des usages professionnels et privés

Le Gouvernement wallon a validé une position visant à réduire l'exposition de la population aux PFAS, en particulier via l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, tant pour les particuliers que pour les professionnels, et en s'appuyant sur l'existence d'alternatives. ... [lire plus](#)

CETA : le décret validé en deuxième lecture par la Wallonie

Le Gouvernement wallon a approuvé, en deuxième lecture, l'avant-projet de décret portant assentiment à l'Accord économique et commercial global (CETA) conclu entre le Canada et l'Union européenne pour les matières relevant de la Région wallonne. Cette deuxième lecture intervient à un moment particulièrement opportun, alors que le Ministre-Président s'apprête à effectuer une mission au Canada dès ce dimanche. Ce contexte permet d'inscrire la décision wallonne dans une dynamique internationale, renforçant la portée des échanges bilatéraux et la coopération entre la Wallonie et le Canada. ... [lire plus](#)

Choc de simplification administrative : pas à pas, la Wallonie se simplifie

En mars 2025, le Gouvernement wallon présentait sa stratégie visant à déployer un véritable Choc de simplification administrative, avec un objectif clair : rendre les démarches plus simples, plus rapides et plus accessibles pour tous les usagers (citoyens, entreprises, associations, etc). ... [lire plus](#)

Un label qui engage, des résultats qui comptent

Le Gouvernement wallon a octroyé, jusqu'au 31 décembre 2027, leurs labellisations à 21 Centres de compétence. La labellisation des Centres de compétence (CDC) est bien plus qu'un exercice administratif. Elle permet de dresser un bilan clair des actions menées et confirme l'existence d'un réseau solide, capable d'innover et de répondre aux attentes économiques et sociales. Mais elle marque surtout un tournant : le label devient un véritable levier d'exigence et de résultats. ... [lire plus](#)

Belgisches Staatsblatt



N. 85 vom 15. April 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
26. März 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 25. Januar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben**, S. [21854](#).

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
26. März 2026 - **Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Königlichen Denkmal- und Landschaftsschutzkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft**, S. [21855](#).

N. 86 vom 16. April 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
26. März 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Mai 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen**, S. [22003](#).

N. 88 vom 20. April 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
2. April 2026 - **Erlass der Regierung zur Bestellung eines Regierungskommissars für das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen**, S. [22344](#).

N. 89 vom 21. April 2026 (s. Anlage)

Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft
19. März 2026 - **Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 30. September 2021 zur Einführung eines Prämiensystems zur Steigerung der Energieeffizienz der Wohngebäude**, S. [22557](#).

und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen - Inoffizielle Koordinierung in deutscher Sprache, S. [21792](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Volksgesundheit, Sicherheit der Nahrungsmittelkette und Umwelt
15. Dezember 2024 - **Königlicher Erlass über den Zugriff auf Gesundheitsdaten** - Deutsche Übersetzung, S. [21834](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie
27. September 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 2017 zur Ausführung der Artikel VII.141 § 2 Absatz 2 und VII.145 Absatz 6 und 7 des Wirtschaftsgesetzbuches im Hinblick auf die Festlegung maximaler Bearbeitungsgebühren bei einem Immobilienhypothekarkredit** - Deutsche Übersetzung, S. [21835](#).

Föderaler Öffentlicher Dienst Wirtschaft, K.M.B., Mittelstand und Energie
11. Dezember 2023 - **Königlicher Erlass zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 30. August 2013 über die Verfahren in Bezug auf den Schutz des Wettbewerbs, des Königlichen Erlasses vom 30. August 2013 über die Anmeldung von Unternehmenszusammenschlüssen gemäß Artikel IV.10 des Wirtschaftsgesetzbuches, eingefügt durch die Gesetze vom 3. April 2013, und des Königlichen Erlasses vom 4. September 2013 über die Zahlung und Beitreibung der in Buch IV des Wirtschaftsgesetzbuches bestimmten administrativen Geldbußen und Zwangsgelder** - Deutsche Übersetzung, S. [21837](#).

Deutsche Übersetzungen

N. 85 vom 15. April 2026

Föderaler Öffentlicher Dienst Inneres
2. Dezember 2024 - **Gesetz über die Nachhaltigkeitsberichterstattung von bestimmten Gesellschaften und Gruppen und die Bestätigung der Nachhaltigkeitsberichterstattung**

21854

BELGISCH STAATSBLAG — 15.04.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002722]

26. MÄRZ 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 25. Januar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 13. Dezember 2016 über Maßnahmen im Bereich des selbstbestimmten Lebens, Artikel 21 § 1 Absatz 1 Nummern 2 und 7, ersetzt durch das Dekret vom 21. November 2022;

Aufgrund des Dekrets vom 3. Mai 2004 zur Förderung der ausgewogenen Vertretung von Männern und Frauen in beratenden Gremien, abgeändert durch das Dekret vom 14. Februar 2011;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 25. Januar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben;

Aufgrund der Vorschläge der im Verwaltungsausschuss für den Bereich selbstbestimmtes Leben vertretenen Organisationen und Vereinigungen;

Auf Vorschlag des für Soziales zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 25. Januar 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsausschusses für den Bereich selbstbestimmtes Leben wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 Nummer 2 Buchstabe *a*) wird die Wortfolge „Herr Volker Klings“ durch die Wortfolge „Herr Samuel Deneffe“ ersetzt.

2. In Absatz 2 Nummer 3 Buchstabe *a*), abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Juni 2023, wird die Wortfolge „Herr Henri Reul“ durch die Wortfolge „Herr Luis Göbbels“ ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am 10. April 2026 in Kraft.

Art. 3 - Der für Soziales zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Eupen, den 26. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L. KLINKENBERG

BELGISCH STAATSBLAG — 15.04.2026 — MONITEUR BELGE

21855

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002858]

26. MÄRZ 2026 — Erlass der Regierung zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Königlichen Denkmal- und Landschaftsschutzkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 2008 über den Schutz der Denkmäler, Kleindenkmäler, Ensembles und historischen Kulturlandschaften sowie über die Ausgrabungen, Artikel 41 Absatz 1;

Auf Vorschlag des für Denkmalschutz zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Die in der Anlage zum vorliegenden Erlass enthaltene Geschäftsordnung der Königlichen Denkmal- und Landschaftsschutzkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 6. Januar 2025 wird genehmigt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt mit Wirkung vom 1. April 2026 in Kraft.

Art. 3 - Der für Denkmalschutz zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 26. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH
Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

**Anlage zum Erlass der Regierung vom 26.03.2026 zur Genehmigung der Geschäftsordnung
der Königlichen Denkmal- und Landschaftsschutzkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

**Geschäftsordnung der Königlichen Denkmal- und Landschaftsschutzkommission
der Deutschsprachigen Gemeinschaft**

Amtszeit 1. Januar 2025 bis 31. Dezember 2028

Gemäß Artikel 41 des Dekretes vom 23. Juni 2008 über den Schutz der Denkmäler, Kleindenkmäler, Ensembles und historischen Kulturlandschaften sowie über die Ausgrabungen gibt sich die Königliche Denkmal- und Landschaftsschutzkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft (KDLK) nachfolgende Geschäftsordnung:

Die in der vorliegenden Geschäftsordnung verwendeten Personenbezeichnungen
gelten für alle Geschlechter.

Artikel 1 - Aufgaben der KDLK

(1) Die KDLK nimmt im Rahmen der Zuständigkeiten der Deutschsprachigen Gemeinschaft, die ihr durch das Denkmalschutzdekret zugewiesenen Aufgaben wahr. Die Durchführung der nachfolgenden Aufgaben erfolgt im Rahmen dieser Regelung.

(2) Die KDLK berät und unterstützt die Regierung in Fragen des Denkmal- und Landschaftsschutzes und der Ausgrabungen.

(3) Insbesondere hat die KDLK den Auftrag, Vorschläge für Unterschutzstellungen zu formulieren, Anträge auf Unterschutzstellung zu begutachten, die vorgesehenen Arbeiten an geschützten Objekten sowie bei Vorhaben im Schutzbereich von geschützten Objekten zu begutachten.

(4) Alle Gutachten müssen sowohl inhaltlich als auch formal begründet sein.

(5) Auf Anfrage der Regierung oder aus eigener Initiative verfasst die KDLK Stellungnahmen zu Fragen des kulturellen Erbes, Denkmälern, Landschaften und archäologischen Stätten. Darüber hinaus berät die KDLK die Regierung und die zuständige Fachabteilung in diesen Angelegenheiten.

(6) Gutachten, die im Rahmen der vorgesehenen Aufgaben abzugeben sind, müssen innerhalb von 30 Kalendertagen ab Empfang der Akte übermittelt werden, vorbehaltlich der in Artikel 5 Punkt 1 genannten Frist im Rahmen eines Umlaufverfahrens. Erfolgt dies nicht in der vorgesehenen Frist, so gilt dies als günstiges Gutachten.

Artikel 2 - Mitglieder

(1) Die Denkmal- und Landschaftsschutzkommission besteht aus neun Mitgliedern, die von der Regierung ernannt werden und die eine ausreichende Erfahrung in Sachen Denkmal- und Landschaftsschutz vorweisen müssen.

(2) Die Ernennung zum Mitglied der KDLK gilt für vier Jahre. Wenn ein Mitglied vorzeitig ersetzt werden muss, führt das neue Mitglied das Mandat zu Ende.

(3) Die Regierung ernennt unter den Mitgliedern der KDLK einen Präsidenten und einen Vize-Präsidenten.

Artikel 3 - Sonstige Teilnehmer

(1) An den Sitzungen der KDLK nimmt ein Vertreter der Regierung teil.

(2) An den Sitzungen der KDLK nehmen zwei Vertreter der Fachabteilung des Ministeriums der Deutschsprachigen Gemeinschaft teil.

- Ein Sekretär, der das Protokoll der KDLK führt und für das gesamte Archiv verantwortlich ist;
- ein Fachberater, der der KDLK beratend zur Seite steht.

(3) Der Sekretär führt die Korrespondenz der KDLK.

Artikel 4 - Einberufung

(1) Der Sekretär lädt die KDLK unter Angabe von Ort, Zeit und der Tagesordnung schriftlich zu den vorher von der KDLK beschlossenen Terminen ein. Die Einberufung soll den Mitgliedern und den sonstigen Teilnehmern der KDLK vor der Sitzung zugehen.

(2) Tagesordnungspunkte können bis unmittelbar vor der Sitzung eingereicht werden.

(3) Bei angezeigter Dringlichkeit kann die KDLK einberufen werden, ohne die unter (1) beschriebenen Formalitäten einhalten zu müssen.

Artikel 5 - Durchführung der Sitzungen

(1) Die KDLK berät und beschließt entweder in nicht öffentlicher Sitzung oder im Umlaufverfahren. Als Frist zur Abgabe des Gutachtens im Umlaufverfahren werden fünf Kalendertage festgehalten.

(2) Der Präsident leitet die Sitzung. Sollte der Präsident abwesend sein, übernimmt dies der Vize-Präsident. Im Falle der Abwesenheit beider wird ein Sitzungsleiter aus den Reihen der Mitglieder der KDLK benannt. Das Protokoll ist jedoch vom Präsidenten oder dem Vize-Präsidenten zu unterzeichnen.

(3) Ein Mitglied der KDLK, das beruflich oder privat im Zusammenhang mit einem Tagesordnungspunkt einen unmittelbaren Vor- oder Nachteil erlangen kann, darf in dieser Angelegenheit weder beratend noch entscheidend mitwirken. Das Mitglied hat während dieser Zeit die Sitzung zu verlassen. Eventuelle Interessenskonflikte sind von dem Mitglied bis spätestens zu Beginn der Sitzung dem Präsidenten mitzuteilen.

(4) Die KDLK ist beschlussfähig, wenn 5 Mitglieder anwesend sind.

(5) Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Stimmberechtigt sind nur die ordentlichen Mitglieder.

Enthaltungen bei der Abstimmung haben für das Abstimmungsergebnis keine Bedeutung, gelten jedoch bei der Feststellung der Beschlussfähigkeit.

Bei Stimmengleichheit zählt die Stimme des Präsidenten doppelt. In Abwesenheit des Präsidenten gilt die Stimme des vertretenden Vorsitzenden als doppelt.

(6) Über jede Sitzung ist ein Protokoll über den wesentlichen Inhalt zu fertigen, das vom Präsidenten und dem Sekretär zu unterzeichnen ist. Das Protokoll ist den Mitgliedern und den übrigen Teilnehmern zuzusenden.

Artikel 6 - Anwesenheitsgeld und Fahrtkosten

(1) Die Tätigkeit der Mitglieder der KDLK ist ehrenamtlich.

(2) Die Mitglieder erhalten Sitzungsgelder und Fahrtentschädigungen gemäß dem Erlass der Regierung vom 12. Juli 2001 zur Harmonisierung der Anwesenheitsgelder und Fahrtentschädigungen in Gremien und Verwaltungsräten der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Gesehen, um dem Erlass der Regierung vom 26.03.2026 zur Genehmigung der Geschäftsordnung der Königlichen Denkmal- und Landschaftsschutzkommission der Deutschsprachigen Gemeinschaft beigelegt zu werden.

Eupen, den 26. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Der Minister für Kultur, Sport, Tourismus und Medien
G. FRECHES

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002799]

26. MARZ 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 19. Mai 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1991 über die Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen, Artikel 18 § 1, abgeändert durch das Dekret vom 16. Januar 2012;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 19. Mai 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen;

Aufgrund des Vorschlags der AVED-IHK Ostbelgien VoG vom 3. März 2026

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 § 1 Nummer 2 Buchstabe *d*) des Erlasses der Regierung vom 19. Mai 2022 zur Bestellung der Mitglieder des Verwaltungsrates des Instituts für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen wird die Wortfolge „Herr Volker Klinges“ durch die Wortfolge „Herr Samuel Deneffe“ ersetzt.

Art. 2 - Vorliegender Erlass tritt am 2 April 2026 in Kraft.

Art. 3 - Der für die Ausbildung zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 26. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH
Der Minister für Unterricht, Ausbildung und Beschäftigung
J. FRANSEN

22344

BELGISCH STAATSBLED — 20.04.2026 — MONITEUR BELGE

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

[C – 2026/002979]

2. APRIL 2026 — Erlass der Regierung zur Bestellung eines Regierungskommissars für das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 2009 über die Haushaltsordnung der Deutschsprachigen Gemeinschaft, Artikel 88 § 1 Absätze 2 und 3;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 7. November 2024 zur Bestellung eines Regierungskommissars für das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen mittleren Unternehmen;

Auf Vorschlag des für die Ausbildung zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Frau Maëlle Mettlen wird als Regierungskommissarin für das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen bestellt.

Frau Myriam Pelzer wird als stellvertretende Regierungskommissarin für das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen bestellt.

Art. 2 - Der Erlass der Regierung vom 7. November 2024 zur Bestellung eines Regierungskommissars für das Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen wird aufgehoben.

Art. 3 - Vorliegender Erlass tritt am Tag seiner Verabschiedung in Kraft.

Er wird den Betroffenen zugestellt und eine Abschrift wird dem Rechnungshof zur Information übermittelt.

Art. 4 - Der für die Ausbildung zuständige Minister ist mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 2. April 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft :

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH
Der Minister für Unterricht, Ausbildung, Beschäftigung
J. FRANSEN

19. MÄRZ 2026 — Erlass der Regierung zur Abänderung des Erlasses der Regierung vom 30. September 2021 zur Einführung eines Prämiensystems zur Steigerung der Energieeffizienz der Wohngebäude

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft,

Aufgrund des Dekrets der Wallonischen Region vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 5, ersetzt durch das Dekret vom 13. Dezember 2021, und Artikel 6;

Aufgrund des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen, Artikel 14 §§ 1, 5 und 7, ersetzt durch das Dekret der Wallonischen Region vom 1. Juni 2017;

Aufgrund des Erlasses der Regierung vom 30. September 2021 zur Einführung eines Prämiensystems zur Steigerung der Energieeffizienz der Wohngebäude;

Aufgrund des Gutachtens des Finanzinspektors vom 5. Juni 2025;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministerpräsidenten, zuständig für den Haushalt, vom 12. Juni 2025;

Aufgrund des Gutachtens des Beirats für Wohnungswesen und Energie vom 20. Oktober 2025;

Aufgrund der Gutachten Nrn. 78.434/4 und 78.435/4 des Staatsrates, die am 3. Dezember 2025 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Nummer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat vom 12. Januar 1973 abgegeben wurden;

Aufgrund des Gutachtens der Datenschutzbehörde Nr. 35/2026 vom 4. März 2026;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten, zuständig für die Energie, und des für das Wohnungswesen zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Regierung vom 30. September 2021 zur Einführung eines Prämiensystems zur Steigerung der Energieeffizienz der Wohngebäude wird wie folgt abgeändert:

1. In Nummer 1 wird die Wortfolge „und die Teil eines Haushalts ist, dessen global steuerpflichtiges Einkommen 81.700 Euro zuzüglich 5.000 Euro pro unterhaltberechtigte Person für das Einkommensjahr J-2 nicht überschreitet“ eingefügt.

2. Folgende Nummer 6.1 wird eingefügt:

„6.1. Einkommen:

a) Berücksichtigt wird das aufgrund des Steuerbescheids ermittelte global steuerpflichtige Einkommen in Bezug auf die Einkommensteuern.

b) In Ermangelung eines Steuerbescheids oder falls das Einkommen des betreffenden Jahres nicht aufgrund des Steuerbescheids ermittelt werden kann, kann das Haushaltsmitglied andere Belege seines steuerpflichtigen Einkommens vorlegen. Der Minister kann präzisieren, wie diese Belege dem global steuerpflichtigen Einkommen des Steuerbescheids in Bezug auf die Einkommensteuern gleichzustellen sind.“

3. Folgende Nummer 8.1 wird eingefügt:

„8.1. Haushalt: der in Artikel 1 Nummer 28 des Gesetzbuches über nachhaltiges Wohnen erwähnte Haushalt;“

4. In Nummer 16 wird die Wortfolge „, mit Ausnahme der Anbauten und Aufstockungen an bestehenden Wohngebäuden“ eingefügt.

Art. 2 - Artikel 9 § 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Januar 2024, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 2 Nummer 2 desselben Erlasses wird folgender Buchstabe f) eingefügt:

„f) global steuerpflichtiges Einkommen des Haushalts für das Einkommensjahr J-2;“

2. Folgender Absatz 3 wird eingefügt:

„Die Dienststelle für Energieberatung richtet den Antrag auf Übermittlung der Angaben zum Nachweis des in Absatz 2 Nummer 2 Buchstabe f) erwähnten global steuerpflichtigen Einkommens an den FÖD Finanzen. Können die Angaben nicht über diesen Weg übermittelt werden, wird das global steuerpflichtige Einkommen anhand der letzten Steuerbescheide oder der in Artikel 1 Nummer 6.1 Buchstabe b) erwähnten Belege nachgewiesen.“

Art. 3 - Artikel 10 Absatz 2 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 4 - Artikel 11 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Januar 2024, wird wie folgt abgeändert:

1. In Absatz 1 wird die Wortfolge „nach Eingang des Antrags“ durch die Wortfolge „ab dem Datum des Hinterlegungsbescheids“ ersetzt;

2. In Absatz 2 wird die Wortfolge „nach Eingang des Antrags“ durch die Wortfolge „ab dem Datum des Hinterlegungsbescheids“ ersetzt.

Art. 5 - In Artikel 13 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Januar 2024, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Absatz 1 wird die Wortfolge „Fertigstellung der“ durch die Wortfolge „Ausstellung der letzten Abschlussrechnung über die“ ersetzt.

2. In § 1 Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 4. Januar 2024, wird zwischen die Wortfolgen „nicht übermittelt“ und „, ist der Antrag“ die Wortfolge „oder die in Artikel 6 erwähnte Frist verstrichen ist“ eingefügt.

3. In § 1 Absatz 3 Nummer 1 wird die Wortfolge „mit den entsprechenden Bankbelegen“ eingefügt.

4. In § 1 Absatz 3 wird folgende Nummer 4 eingefügt:

„4. die Fotos der durchgeführten Arbeiten und des Wohngebäudes, in oder an dem die Arbeiten durchgeführt wurden, mit erkennbarer Hausnummer.“

5. In § 2 Absatz 1 wird die Angabe „30“ durch die Angabe „45“ ersetzt.

Art. 6 - Artikel 13.1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Regierung vom 4. Januar 2024, wird wie folgt abgeändert:

1. In § 1 Absatz 2 wird zwischen die Wortfolgen „nicht übermittelt“ und „, ist der Antrag“ die Wortfolge „oder die in Artikel 6 erwähnte Frist verstrichen ist“ eingefügt.

2. in § 2 Absatz 1 wird die Angabe „30“ durch die Angabe „45“ ersetzt.

Art. 7 - Artikel 16 § 2 Absatz 2 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 8 - In Artikel 17 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 4. Januar 2024, werden folgende Absätze 3 bis 5 eingefügt:

„Der Antragsteller übermittelt der Verwaltung spätestens 30 Tage nach Erhalt des Prüfungsschreibens alle Dokumente, die für die Prüfung der Übereinstimmung des Antrags mit den im vorliegenden Erlass festgelegten Gewährungsbedingungen erforderlich sind.

Falls der Antragsteller der Verwaltung die Dokumente nicht übermittelt, kann die Verwaltung einen feststellenden Bediensteten damit beauftragen, vor Ort die Übereinstimmung des Antrags mit den im vorliegenden Erlass festgelegten Gewährungsbedingungen zu prüfen.

Falls nach der Ortsbesichtigung der feststellenden Bediensteten eine weitere Prüfung der Übereinstimmung des Antrags mit den im vorliegenden Erlass festgelegten Gewährungsbedingungen durch einen Unternehmer notwendig ist, trägt der Antragsteller die Kosten dieser Prüfung.“

Art. 9 - In denselben Erlass, abgeändert durch den Erlass vom 4. Januar 2024, wird folgender Artikel 22.2 eingefügt:

„Art. 22.2 – Artikel 1 Nummer 1 in seiner ab dem 1. Mai 2026 geltenden Fassung ist ausschließlich anwendbar auf Antragsteller, die ihren Antrag nach dem 30. April 2026 einreichen.“

Art. 10 - In Anhang 1 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Regierung vom 4. Januar 2024, wird unter Nummer 7 folgender Satz nach der Wortfolge „Technische Bedingungen, festgelegt durch den Minister“ eingefügt:

„Die Heizwärmepumpe wird in einem Wohngebäude im Bestand installiert, das spätestens nach Einbau des Geräts über ein EEG-Zertifikat der Klassen A++, A+, A, B oder C verfügt.“

Art. 11 - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2026 in Kraft.

Art. 12 - Der für die Energie zuständige Minister wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Eupen, den 19. März 2026

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident,
Minister für lokale Behörden, Raumordnung und Finanzen
O. PAASCH

Die Ministerin für Familie, Soziales, Wohnen und Gesundheit
L. KLINKENBERG

Quellenverzeichnis

PARLAMENTE

Parlament der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- pdg.be

Abgeordnetenkommer

- lachambre.be

Senat

- senate.be

Parlement Wallonie

- parlement-wallonie.be

Vlaams Parlement

- vlaamsparlement.be

Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles

- pfbw.be

Parlement Bruxellois (PRB) & Assemblée réunie de la Commission communautaire commune (ARCCC)

- parlement.brussels

Parlement francophone Bruxellois

- parlementfrancophone.brussels

Raad van de Vlaamse Gemeenschapscommissie

- raadvgc.be

REGIERUNGEN

Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

- ostbelgienlive.be

Föderalregierung

- news.belgium.be

Belgische Nationalbank

- nbb.be/de

Vlaamse Regering

- beslissingenvlaamseregering.vlaanderen.be

Gouvernement de Wallonie

- wallonie.be/fr

Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles

- gouvernement.cfwb.be

EUROPA UND REGIONALPOLITIK

Europäische Union

- consilium.europa.eu/de/european-council
- commission.europa.eu/index_de
- europarl.europa.eu/portal/de
- secure.ipex.eu/IPEXL-WEB

Europäischer Rechnungshof

- eca.europa.eu/de

Europäischer Ausschuss der Regionen (AdR)

- cor.europa.eu/de

Europarat - Kongress der Gemeinden und Regionen Europas

- coe.int/en/web/congress/home

Benelux-Parlament

- beneluxparl.eu/fr

Großregion – Gipfel und IPR

- grossregion.net
- cpi-ipr.eu

EVTZ Euregio Maas-Rhein

- euregio-mr.info/de

CALRE - Konferenz der gesetzgebenden Versammlungen der Regionen Europas

- calrenet.eu

AGEG - Arbeitsgemeinschaft Europäischer Grenzregionen

- aebr.eu

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

- const-court.be/de

BELGISCHES STAATSBLETT

- ejustice.just.fgov.be